



Bureau de la réglementation
et des élections

**Arrêté portant prescriptions complémentaires fixant les modalités de suivi et de gestion des
PFAS (substances per et polyfluoroalkylées) dans les effluents aqueux**

N° DCL-BRENV-2023-268-2

TEFAL SA

SIRET : 3015209200006

Siège social :

15 avenue des Alpes

BP 89

74156 RUMILLY

Site d'exploitation :

4 Avenue de la Résistance

BP 52

71700 TOURNUS

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R.212-22 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°10-00758 du 18 février 2010 portant autorisation d'une installation de fabrication d'articles de ménage à la société TEFAL SAS à Tournus ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 12 mai 2023 transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 mai 2023 ;

Vu le projet d'arrêté transmis 4 août 2023 à l'exploitant en application de l'article L.121-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que le terme générique « PFAS » regroupe l'ensemble des substances per et polyfluoroalkylées, à savoir toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF_3 -) ou méthylène ($-\text{CF}_2-$), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié ;

Considérant que le site TEFAL SAS de Tournus utilise depuis plusieurs années des produits de revêtement à base de PTFE (polytétrafluoroéthylène) ;

Considérant que la formule chimique du PTFE est $(\text{C}_2\text{F}_4)_n$ et que des PFAS sont utilisés comme additifs ou coformulant pour la production du PTFE ;

Considérant que certains PFAS sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à la santé humaine, aux intérêts protégés au titre de l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que certains PFAS sont susceptibles d'avoir des effets sur la santé humaine selon l'avis de l'ANSES du 21 décembre 2017 relatif à l'évaluation des risques sanitaires d'alkyls per- et polyfluorés dans les eaux destinées à la consommation humaine et que certaines sont visées à l'article 25 de la révision de la directive européenne (n°2020/2184 du 16 décembre 2020) relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et feront l'objet d'une valeur limite à respecter au plus tard le 12 janvier 2026 ;

Considérant que certains PFAS ont un caractère extrêmement persistant dans l'environnement ;

Considérant que les PFAS ne disposent pas, à ce jour, de valeurs seuil de référence dans la réglementation des rejets des installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception de l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) pour la qualification de l'état chimique des masses d'eau visé à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

Considérant qu'il convient que l'exploitant réalise des recherches sur les PFAS afin d'actualiser la connaissance des substances per et polyfluorées émises par le site ;

Considérant qu'une surveillance des PFAS doit être en mise en œuvre par l'exploitant aux différents points de rejet ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Exploitant

La société TEFAL SAS dont le siège social est situé ZAE Rumilly Est, 15 avenue des Alpes, BP89 à Rumilly (74150), est tenue, pour son établissement de Tournus (71), de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans les articles suivants pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Tournus, 4 avenue de la Résistance. Ces dispositions complètent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

ARTICLE 2 : Connaissance des émissions dans l'eau

Article 2.1 : Identification des eaux susceptibles de contenir des PFAS

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées une liste :

- des points de prélèvement en eau utilisés pour les besoins de fabrication dans les process identifiés à l'alinéa suivant ;
- des points de rejets des effluents aqueux (effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel et rejets d'eaux pluviales) susceptibles d'émettre des PFAS.

L'exploitant identifie l'ensemble des points de prélèvements d'eau et des rejets aqueux susceptibles de contenir des PFAS sur un plan tenu à jour.

Article 2.2 : Protocole de mesures

Dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, un protocole de surveillance des prélèvements et des rejets aqueux, identifiés à l'article 2.1 du présent arrêté, ainsi que le nom du laboratoire accrédité choisi pour réaliser cette surveillance. Ce protocole prévoit à minima :

- la mesure des PFAS « génériques » listés en annexe 1 du présent arrêté ;
- la mesure des PFAS « spécifiques » listés en annexe 2 du présent arrêté ;
- la mesure des PFAS « spécifiques » pour lesquels l'exploitant aura identifié la pertinence de la recherche en fonction des substances qu'il est susceptible d'émettre ;
- l'estimation de la quantité totale de PFAS présente en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;
- des conditions représentatives du fonctionnement des installations ;
- des conditions représentatives des prélèvements : par exemple par un temps de purge minimal, la vérification de la stabilité des paramètres physico-chimique ou radiochimique du milieu ou toute autre méthode équivalente. La variabilité éventuelle de qualité des eaux est prise en compte.

Ce protocole sera validé par l'inspection des installations classées.

Article 2.3 : Délai et fréquences

Dans un délai de **neuf mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser les analyses nécessaires sur les prélèvements et rejets aqueux identifiés à l'article 2.1, selon le protocole de surveillance établi.

Ces prélèvements et analyses sont réalisés à fréquence **mensuelle sur une durée de 3 mois**.

Article 2.4 : Transmission des résultats de mesures

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Cette transmission comprend :

- un tableau récapitulatif des résultats des mesures en fonction de leur origine mentionnant pour chaque substance, sa concentration et son flux (calculé le cas échéant), pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne relevées au cours de la période de mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen et les limites de quantification pour chaque mesure ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances ;
- les commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, portent notamment sur les activités industrielles exercées et les produits utilisés.

ARTICLE 3 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 : INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de Tournus, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au :

- Conseil municipal de Tournus ;
- Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé de Saône-et-Loire ;

Mâcon, le **25 SEP. 2023**

Le préfet


Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Annexe 1 : liste des PFAS « génériques »

Nom	Abréviation	Numéro CAS	Code SANDRE
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508
Acide perfluorodecanoïque	PFDA	335-76-2	6509
Acide perfluoroundecanoïque	PFUnDA - PFUnA	2058-94-8	6510
Acide perfulorododecanoïque	PFDoDA - PFDoA	307-55-1	6507
Acide perfluorotridecanoïque	PFTTrDA - PFTTrA	72629-94-8	6549
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025
Acide perfluoropentanesulfonic	PFPeS	2706-91-4	8738
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4	6830
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8	6542
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1	6560
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	2723-12-01	8739
Acide perfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550
Acide perfluoroundecane sulfonique	PFUDaS	749786-16-1	8740
Acide perfluorododecane sulfonique	PFDoaS	79780-39-5	8741
Acide perfluorotridecane sulfonique	PFTDaS	791563-89-8	8742

Annexe 2 : liste de PFAS « spécifiques »

Nom	Abréviation	Numéro CAS	Code SANDRE
Acide perfluorotetradécanoïque	PFTeA ; PFTeDA	376-06-7	6547
Acide perfluorohexadécanoïque	PFHxDA	67905-19-5	8984
Acide perfluorooctadécanoïque	PFODA	16517-11-6	8985
Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate)	HFPO-DA (Gen X)	13252-13-6 (62037-80-3)	8982
4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid	DONA ; ADONA	919005-14-4 (958445-44-8)	8983
Perfluoro ([5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic acid	C6O4	1190931-27-1 (1190931-41-9)	8981
2-perfluorohexyl ethanol (6:2)	6:2 FTOH ; FHET	647-42-7	7997
2-perfluorooctyl ethanol (8:2)	8:2 FTOH ; FOET	678-39-7	8000